

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES BOUCHES-
DU-RHÔNE
CANTON DE TRETS

ARRONDISSEMENT
D'AIX EN PROVENCE



COMMUNE DE VENELLES

ARRÊTÉ DU MAIRE N° A2026-039T
en date du 20 janvier 2026

AUTORISATION TEMPORAIRE DE CIRCULATION
TRAVAUX DE RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE
ROUTE DE COUTHERON
PAR DGEMA POUR LE COMPTE DE LA REPA

AM/PS/AG/FG/EE

Le Maire de la Commune de Venelles,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2213.2
Vu le code la Route, article R 4111.8, et suivant
Vu l'arrêté du Maire n° A 2020.440 AG en date du 4 juin 2020 attribuant délégation de fonctions et de signature à M Alain QUARANTA
Vu la requête présentée par : la société DGEMA 43, rue de l'Evêché 13002 Marseille
tél : 04.91.54.25.42 responsable Julie VAN OVERSTRAETEN email : j.vanov@dgema.fr agissant pour le compte de la REPA sfiguiere@eauxdupaysdaix.fr

--- 0 0 0 ---

Considérant qu'il importe de réglementer la circulation et le stationnement : **ROUTE DE COUTHERON** de garantir la sécurité des usagers, des riverains et des personnes sur le chantier, en raison des travaux de : réfection de la chaussée en enrobé.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le pétitionnaire est autorisé à effectuer : des travaux de relevé topographique. La circulation sera provisoirement réglementée sur la voie: route de Couteron, tronçon entre l'allée des Clapiers et l'impasse des Cigales.

ARTICLE 2 :

- Le passage des véhicules prioritaires est autorisé en permanence ;
- Les travaux par ½ chaussée sont autorisés ; dans ce cas, l'entreprise devra mettre en place les alternats nécessaires au moyen de feux tricolores ou de personnels de la société dûment équipés.
- Les travaux de nuit sont interdits.
- Les travaux les week-ends et jours fériés sont interdits.
- La vitesse est limitée à : 30km/h au droit du chantier.
- Il sera interdit de stationner dans la zone des travaux.
- L'entreprise est tenue de maintenir la chaussée en l'état de jour comme de nuit.

ARTICLE 3 : Du 21 janvier 2026 au 23 janvier 2026

ARTICLE 4 : La signalisation, la protection du chantier et le barriérage seront mis en place par l'entreprise sus mentionnée sous sa responsabilité.

ARTICLE 5 : La responsabilité du pétitionnaire est pleine et entière en cas de non-respect de la réglementation imposée par cet arrêté en cas d'incidents ou d'accidents.

Le pétitionnaire devra procéder à l'affichage du présent arrêté sur le chantier.

ARTICLE 6 : Les usagers devront se conformer à l'application de cet arrêté ainsi qu'aux instructions pouvant leur être données sur place par des agents des forces de l'ordre. La non observation de cet arrêté en cas d'accidents entraîne l'entière responsabilité de leurs auteurs.

ARTICLE 7: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de Monsieur le Maire de Venelles et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter du jour de sa publication dans les conditions réglementaires qui lui sont applicables.

ARTICLE 8 : M. le directeur général des services de la Commune de Venelles, M. le Commandant de la Brigade Territoriale de la Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté .

Fait à Venelles, le 20 janvier 2026



Pour le Maire, par délégation,

L'Adjoint aux Travaux,

Alain QUARANTA